

Performances en matière d'administration numérique

Les technologies de l'information et des communications (TIC) sous-tendent de plus en plus l'ensemble des activités des administrations publiques. Les administrations des pays de l'OCDE consacrent jusqu'à 2 % de leurs budgets aux technologies de l'information (OCDE, 2013). Bien que cette proportion puisse sembler faible, elle recouvre de nombreux projets de grande envergure, et donc risqués.

L'enquête 2014 de l'OCDE sur les performances en matière d'administration numérique a permis de dénombrer, sur un échantillon de seulement 23 pays, 579 projets officiels de TIC dotés d'un budget supérieur à 10 millions USD, avec, pour plus de la moitié des pays concernés (représentant environ 44 % des 579 projets recensés), une durée moyenne de plus de trois ans. Il semble donc que de nombreux pays gèrent des projets TIC vastes et complexes qui présentent de forts risques d'échec, mais aussi plus de risques de dépassement de budget que les projets de moindre envergure.

Il est souvent arrivé que des projets TIC échouent pour des motifs d'ordre technique, organisationnel ou autre, ce qui peut fortement entamer la confiance des citoyens dans l'aptitude des administrations publiques à optimiser les ressources. Par ailleurs, même lorsqu'un système TIC est mis en place avec succès, les administrations publiques des pays de l'OCDE restent incapables d'évaluer complètement et de rendre compte précisément de tous les avantages – financiers ou autres – qu'il procure.

La majorité des pays de l'OCDE ne parviennent à rendre compte que de 25 % au maximum des avantages financiers directs procurés par les projets TIC. Seuls la Corée, le Danemark et le Royaume-Uni estiment être en mesure de rendre compte de la quasi-totalité des avantages financiers des projets TIC. Les systèmes TIC peuvent permettre d'assurer de meilleurs services publics, d'offrir aux citoyens la possibilité d'interagir de manière plus ouverte avec les institutions publiques et d'améliorer le fonctionnement des administrations ; cependant, en l'absence d'avantages mesurables (venant compenser des coûts et des risques élevés), il est difficile de plaider la cause de nouveaux investissements, d'obtenir un appui et des financements durables et d'opérer des choix transparents et éclairés entre les différentes options en présence.

Les pays relèvent ces défis de diverses manières. Dans la moitié environ des pays de l'OCDE, les administrations centrales disposent d'un dispositif normalisé d'approbation pour les investissements en matière de TIC. Son utilisation est obligatoire dans 22 % des pays ; pour une autre catégorie rassemblant 37 % des pays, ce dispositif doit être suivi quand certains critères sont réunis (si certains seuils de dépenses sont atteints, par exemple). Les administrations publiques associent souvent le recours à ce dispositif d'approbation à des mécanismes renforcés d'examen et de contrôle pour les projets TIC à haut risque. Ainsi, le Conseil danois chargé des projets TIC définit des facteurs de risque pour tout projet de plus de 10 millions DKK (environ 2 millions EUR) et exige, au besoin, un contrôle renforcé du projet. La recommandation de 2014 de l'OCDE sur les stratégies numériques gouvernementales insiste de manière explicite sur l'importance de tels mécanismes de gouvernance et plaide pour le respect systématique d'une

approche structurée afin de limiter les risques et de superviser étroitement les performances des projets TIC, le tout au service de réformes plus efficaces et plus efficaces en la matière.

Méthodologie et définitions

Les données utilisées pour les trois graphiques sont extraites de l'enquête 2014 de l'OCDE sur les performances en matière d'administration numérique. Vingt-six pays de l'OCDE ont répondu à l'enquête, de même que la Lettonie et la Colombie. Les répondants occupaient, pour l'essentiel, des fonctions de directeur des systèmes d'information ou des fonctions équivalentes au sein des administrations centrales.

Les pays ont été invités à préciser le nombre de projets TIC de l'administration centrale d'un coût total supérieur à 10 millions USD. Ils ont également été invités à préciser la durée moyenne prévue de ces grands projets TIC. Ceux qui ont répondu « sans objet » en ce qui concerne la durée moyenne prévue des projets n'ont pas été pris en compte dans le graphique 10.5.

Les données du graphique 10.6 se fondent sur les réponses à la question suivante de l'enquête : « Selon vos estimations, quelle est, de manière générale, la proportion des avantages financiers directs potentiels (valeur monétaire) de vos projets TIC actuels qui est effectivement évaluée et suivie au niveau central ? ».

Pour en savoir plus

Jones-Parry, R. et A. Robertson (dir.pub.) (2013), « Overspend? Late? Failure? What the Data Says about IT Project Risk in the Public Sector », *Commonwealth Governance Handbook: Democracy, Development, and Public Administration*, Secrétariat du Commonwealth, Londres, pp. 145-147.

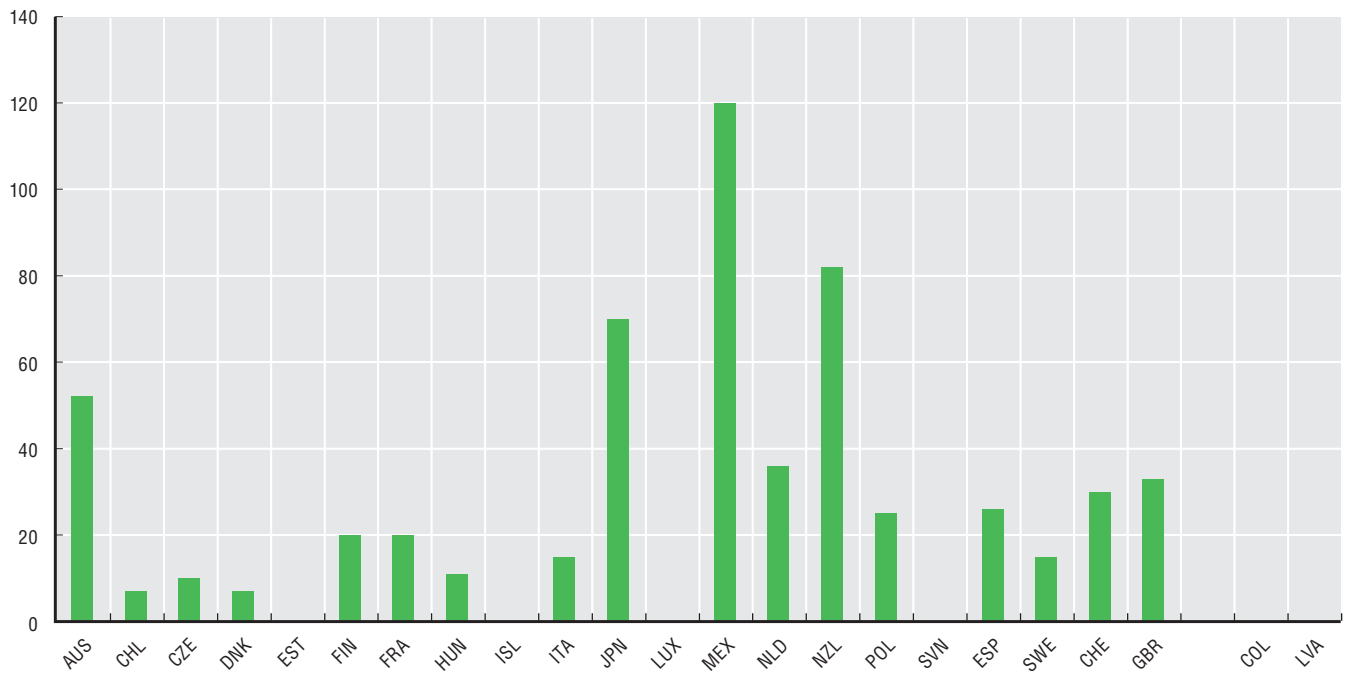
OCDE (2014), « Recommandation sur les stratégies numériques gouvernementales », OCDE, Paris, <http://acts.oecd.org/Instruments/ShowInstrumentView.aspx?Book=False&InstrumentID=306&Lang=fr>.

OCDE (2013), *Panorama des administrations publiques 2013*, OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/gov_glance-2013-fr.

Notes relatives aux graphiques

10.4 : L'Estonie, l'Islande, le Luxembourg, la Slovaquie, la Colombie et la Lettonie n'ont signalé aucun projet TIC de leur administration centrale d'un montant total supérieur à 10 millions USD. On ne dispose pas de données pour l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, les États-Unis, la Grèce, l'Irlande, Israël, la Norvège, le Portugal, la République slovaque et la Turquie.

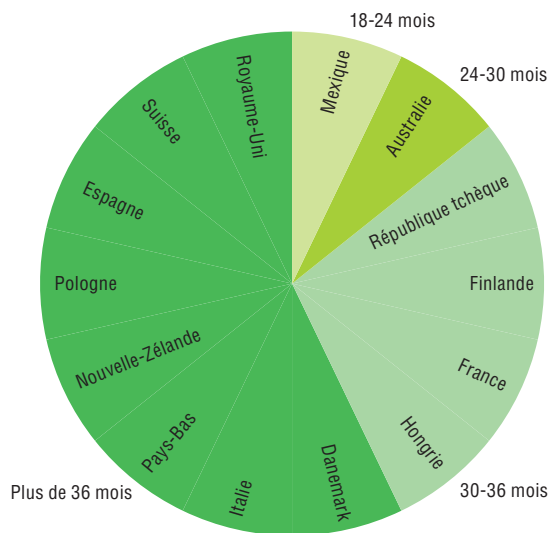
10.4. Nombre de projets TIC de l'administration centrale d'un montant supérieur à 10 millions USD (2014)



Source : OCDE (2014), Enquête sur les performances en matière d'administration numérique.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347682>

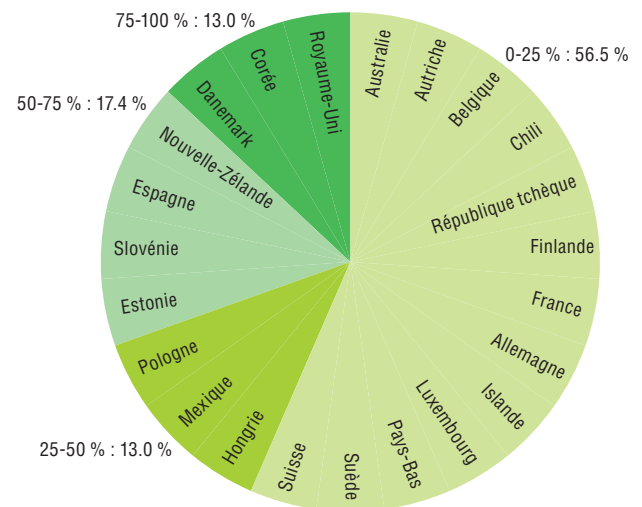
10.5. Durée moyenne des projets TIC de l'administration centrale d'un montant supérieur à 10 millions USD (2014)



Source : OCDE (2014), Enquête sur les performances en matière d'administration numérique.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347698>

10.6. Part des avantages financiers directs des investissements dans les TIC dont les administrations publiques de l'OCDE rendent compte (2014)



Source : OCDE (2014), Enquête sur les performances en matière d'administration numérique.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347706>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Performances en matière d'administration numérique », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-47-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.